



RÈGLEMENT NUMÉRO 717

Règlement sur l'imposition de taxes, de tarifications et de compensations pour l'exercice financier 2022

ATTENDU les pouvoirs conférés aux municipalités en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) et la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné par la conseillère Gabrielle Labbé, avec dépôt du projet de règlement, lors de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue le 7 décembre 2021 à 18 h;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités prévues à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* ont été respectées.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST proposé par la conseillère Gabrielle Labbé, appuyé par le conseiller Pierre-Yves L'Heureux et résolu unanimement :

QUE LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2. Définitions

Pour les fins d'application des dispositions du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **Catégorie résiduelle** » : Une unité d'évaluation lorsqu'une de ses parties n'appartient à aucune des autres catégories ou lorsqu'elle n'appartient pas exclusivement à une autre catégorie.

« **Catégorie des immeubles de six logements ou plus** » : Toute unité d'évaluation qui comporte un ou plus d'un immeuble d'habitation de façon que le nombre de logements dans l'unité soit égal ou supérieur à six.

« **Catégorie des terrains vagues desservis** » : Toute unité d'évaluation qui est constituée uniquement d'un terrain et que ledit terrain est adjacent à une rue publique en bordure de laquelle les services d'aqueduc et d'égout sont disponibles.

« **Catégorie des immeubles non résidentiels** » : Un immeuble visé par l'article 244.31 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

« **Catégorie des immeubles industriels** » : Un immeuble visé par l'article 244.34 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

« **L.F.M.** » : La *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

« **ICI** » : Instituts, commerces et industries.

ARTICLE 3. Variété de taux de la taxe foncière générale

3.1. Les catégories d'immeubles pour lesquelles la Ville fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale sont celles qui sont déterminées par la loi, à savoir :

- a) Catégorie résiduelle;
- b) Catégorie des immeubles de six logements ou plus;
- c) Catégorie des terrains vagues desservis;
- d) Catégorie des immeubles non résidentiels;
- e) Catégorie des immeubles industriels.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

3.2. Les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64 de la L.F.M. s'appliquent intégralement.

ARTICLE 4. Taxe foncière pour les catégories résiduelles, immeubles de six logements ou plus et terrains vagues desservis

4.1. Qu'une taxe foncière au taux de base de **0,7479 \$** par cent dollars d'évaluation soit imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables de la Ville de la catégorie résiduelle, suivant leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

4.2. Qu'une taxe foncière au taux de **0,7499 \$** par cent dollars d'évaluation soit imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables de la Ville de la catégorie des immeubles résidentiels de six logements ou plus, suivant leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

4.3. Qu'une taxe foncière au taux de **1,4958 \$** par cent dollars d'évaluation soit imposée et prélevée sur tous les terrains vagues desservis imposables de la Ville, suivant leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

ARTICLE 5. Taxe foncière pour la catégorie des immeubles non résidentiels

5.1. Qu'une taxe foncière au taux de **1,8676 \$** par cent dollars d'évaluation de la valeur imposable des unités d'évaluation soit imposée et prélevée sur les unités d'évaluation inscrites au rôle d'évaluation foncière qui sont constituées d'immeubles non résidentiels, en totalité ou en partie, en déterminant l'une ou l'autre des classes prévues à l'article 244.32 de la L.F.M., selon le pourcentage que représente, par rapport à la valeur imposable totale de l'unité, la valeur imposable de l'ensemble des immeubles non résidentiels compris dans l'unité.

ARTICLE 6. Taxe foncière pour la catégorie des immeubles industriels

6.1. Qu'une taxe foncière au taux de **1,8676 \$** par cent dollars d'évaluation de la valeur imposable des unités d'évaluation soit imposée et prélevée sur les unités d'évaluation inscrites au rôle d'évaluation foncière qui sont constituées d'immeubles industriels, en totalité ou en partie, en déterminant l'une ou l'autre des classes prévues à la L.F.M.

ARTICLE 7. Taxe spéciale pour les règlements d'emprunt

7.1. Qu'une taxe spéciale soit imposée et prélevée sur tous les lots mentionnés dans les règlements énumérés dans le Tableau I, et ce, pour assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts décrétés par ces règlements.

Tableau I
Taux des taxes de secteur pour le
financement des règlements d'emprunt

N° DE RÈGLEMENT (Code de taxes)	TAUX
557	0,551823
558	0,367350
558-1	0,004713
572	0,442335
587	3,533505
604	4,516371

7.2. Qu'une taxe spéciale soit imposée et prélevée sur tous les lots mentionnés dans les règlements énumérés dans un tableau qui sera adopté par résolution au cours de l'année, et ce, pour assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts décrétés dans ces règlements.

ARTICLE 8. Taxe spéciale pour la réserve financière eau et voirie

8.1. Qu'une taxe spéciale soit imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables de la Ville, en fonction de leur valeur imposable dont le taux applicable par catégorie d'immeuble est indiqué dans le Tableau II.

Tableau II
Taxe spéciale pour la réserve financière eau et voirie

Classe	Catégorie	Taux
1	Résiduelle et immeubles de six logements ou plus	0,0167 %
2	Terrains vagues desservis	0,0307 %
3	Immeubles non résidentiels et industriels	0,0021 %

ARTICLE 9. Compensation pour la reconstruction des infrastructures de la 24^e Avenue, du boulevard Perrot vers le nord jusqu'à la rivière des Outaouais (Règlement numéro 587)

9.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée à chaque propriétaire d'un immeuble imposable, comme stipulé au règlement numéro 587 intitulé « Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 450 000 \$ pour l'exécution de travaux de reconstruction des infrastructures de la 24^e Avenue, du boulevard Perrot vers le nord jusqu'à la rivière des Outaouais ».

ARTICLE 10. Compensation pour les travaux de réfection de la 25^e Avenue, entre le boulevard Perrot et la rue Boischatel (Règlement numéro 597)

10.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée à chaque propriétaire d'un immeuble imposable, comme stipulé au règlement numéro 597 intitulé « Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 1 532 000 \$ pour les travaux de réfection de la 25^e Avenue, entre le boulevard Perrot et la rue Boischatel ».

ARTICLE 11. Compensation pour les travaux de remplacement de conduite d'aqueduc de la 8^e Avenue, entre la 7^e Avenue et la 4^e Rue (Règlement numéro 603)

11.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée à chaque propriétaire d'un immeuble imposable, comme stipulé au règlement numéro 603 intitulé « Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 2 670 000 \$ pour les travaux de remplacement de conduite d'aqueduc de la 8^e Avenue, entre la 7^e Avenue et la 4^e Rue ».

ARTICLE 12. Compensation pour les travaux de remplacement de conduite d'aqueduc de la 10^e Avenue et une partie de la montée Sagala (Règlement numéro 617)

12.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée à chaque propriétaire d'un immeuble imposable, comme stipulé au règlement numéro 617 intitulé « Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 2 717 000 \$ pour la réhabilitation des infrastructures de la 10^e Avenue et une partie de la montée Sagala ».

ARTICLE 13. Compensation pour les travaux de remplacement et de maillage de la conduite d'eau potable sur la 28^e Avenue et de prolongement des ouvrages de voirie jusqu'à la 27^e Avenue (Règlement numéro 626)

13.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée à chaque propriétaire d'un immeuble imposable, comme stipulé au règlement numéro 626 intitulé « Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 239 000 \$ pour les travaux de remplacement et de maillage de la conduite d'eau potable sur la 28^e Avenue et de prolongement des ouvrages de voirie jusqu'à la 27^e Avenue ».

ARTICLE 14. Tarification pour la fourniture de l'eau et le traitement des eaux usées

14.1. Qu'une tarification annuelle soit imposée et prélevée pour chaque unité de logement occupée ou destinée à être occupée, unité d'habitation ou ICI indiqué comme tel au rôle d'évaluation en vigueur, alimenté ou pouvant être alimenté par le réseau d'aqueduc municipal et/ou desservi par le réseau d'égouts municipal, comme figurant dans le Tableau III et le Tableau IV.

Tableau III
Tarification annuelle pour la fourniture de l'eau

CLASSE 1	TARIF :	249 \$
▪ Unité de logement ou d'habitation		
CLASSE 2	TARIF :	394 \$
▪ Accessoire automobile	▪ Imprimerie	▪ Pharmacie
▪ Antiquité	▪ Institution financière	▪ Plomberie
▪ Boutique diverse	▪ Lettrage/enseigne	▪ Poste d'essence
▪ Bureaux	▪ Local vacant	▪ Réparation d'appareils ménagers
▪ Centre d'amaigrissement	▪ Location vidéo	▪ Salon de bronzage
▪ Centre de yoga	▪ Magasin à grande surface	▪ Salon d'esthétique
▪ Clinique médicale	▪ Maison de pension (jusqu'à 9 personnes)	▪ Salon funéraire
▪ Couture	▪ Manufacture d'auvents	▪ Vente de matériaux de construction
▪ Dépanneur	▪ Nettoyeur (comptoir)	▪ Vétérinaire
▪ Ébénisterie	▪ Paramédical	▪ Vitrierie
▪ École de musique et autres		
CLASSE 2a	TARIF :	788 \$
▪ Atelier mécanique	▪ Confiserie	▪ Pâtisserie
▪ Boucherie	▪ Crèmerie	▪ Réparation de carrosserie automobile
▪ Boulangerie	▪ Fleuriste	▪ Restaurant rapide
▪ Café/bistro	▪ Maison de pension (10 personnes et plus)	▪ Soudure
▪ Chocolaterie		

CLASSE 3	TARIF : 1 054 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bar ▪ Chasse et pêche avec appâts vivants ▪ Concessionnaire automobile ▪ Conditionnement physique ▪ Dentiste ▪ Entreposage et réparation de bateaux ▪ Fruits et légumes ▪ Garderie ▪ Hôtel/motel ▪ Location de véhicules ▪ Marché d'alimentation ▪ Restaurant ▪ Salon de coiffure ▪ Toilettage d'animaux ▪ Vente de piscines 	
CLASSE 4	TARIF : 1 438 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Buanderie ▪ Centre d'hydrothérapie ▪ Lave-auto 	
CLASSE 5	TARIF : 3 454 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Usine de béton 	

**Tableau IV
Tarification annuelle pour le traitement des eaux usées**

CLASSE 1	TARIF : 157 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Unité de logement ou d'habitation 	
CLASSE 2	TARIF : 234 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accessoire automobile ▪ Antiquité ▪ Boutique diverse ▪ Bureaux ▪ Centre d'amaigrissement ▪ Centre de yoga ▪ Clinique médicale ▪ Couture ▪ Dépanneur ▪ Ébénisterie ▪ École de musique et autres ▪ Imprimerie ▪ Institution financière ▪ Lettrage/enseigne ▪ Local vacant ▪ Location vidéo ▪ Magasin à grande surface ▪ Maison de pension (jusqu'à 9 personnes) ▪ Manufacture d'auvents ▪ Nettoyeur ▪ Paramédical ▪ Pharmacie ▪ Plomberie ▪ Poste d'essence ▪ Réparation d'appareils ménagers ▪ Salon de bronzage ▪ Salon d'esthétique ▪ Salon funéraire ▪ Vente de matériaux de construction ▪ Vétérinaire ▪ Vitrierie 	
CLASSE 2a	TARIF : 468 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Atelier mécanique ▪ Boucherie ▪ Boulangerie ▪ Café/bistro ▪ Chocolaterie ▪ Confiserie ▪ Crèmerie ▪ Fleuriste ▪ Maison de pension (10 personnes et plus) ▪ Pâtisserie ▪ Réparation de carrosserie automobile ▪ Restaurant rapide ▪ Soudure 	
CLASSE 3	TARIF : 623 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bar ▪ Chasse et pêche avec appâts vivants ▪ Concessionnaire automobile ▪ Conditionnement physique ▪ Dentiste ▪ Entreposage et réparation de bateaux ▪ Fruits et légumes ▪ Garderie ▪ Hôtel/motel ▪ Location de véhicules ▪ Marché d'alimentation ▪ Restaurant ▪ Salon de coiffure ▪ Toilettage d'animaux 	
CLASSE 4	TARIF : 887 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Buanderie ▪ Centre d'hydrothérapie ▪ Lave-auto 	
CLASSE 5	TARIF : 2 025 \$
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Usine de béton 	

14.1.1. Dans l'éventualité où plus d'une classe s'applique à un même ICI en raison de multiples usages, la classe applicable est celle qui correspond à la tarification la plus élevée.

14.1.2. Dans l'éventualité où un ICI ne figure pas dans l'une ou l'autre des catégories indiquées dans le tableau III ou IV, la tarification exigible est celle qui se rapporte à la CLASSE 2.

14.1.3. Qu'une tarification additionnelle de 50 % du tarif de la classe applicable soit imposée et prélevée aux ICI non munis d'un compteur d'eau. Dans le cas où un compteur d'eau est installé en cours d'année, un crédit sur la tarification additionnelle sera remboursé par la Ville au prorata du nombre de mois restants.

14.2. Qu'une tarification annuelle soit imposée et prélevée aux ICI pour couvrir les frais d'installation, d'entretien et de gestion des compteurs d'eau lorsque l'immeuble est muni d'un compteur d'eau appartenant à la Ville, comme figurant dans le Tableau V.

Tableau V
Tarification annuelle pour couvrir les frais d'installation,
d'entretien et de gestion des compteurs d'eau appartenant à la Ville

Tuyaux	Tarif
3/4"	42 \$
1"	53 \$
1 1/2"	93 \$
2"	125 \$
2 1/2"	200 \$
3"	300 \$
6"	830 \$

14.3. Qu'une compensation annuelle de 30 \$ par piscine ou par spa soit imposée et prélevée sur tout immeuble imposable de la Ville où au moins une piscine ou un spa est installé, à l'exception des immeubles non desservis par les services d'aqueduc. Dans le cas où la piscine ou le spa est retiré en cours d'année, aucun remboursement ne sera effectué. Dans le cas où la piscine ou le spa est ajouté en cours d'année, la compensation totale sera facturée. Il n'y a donc pas de calcul de prorata du nombre de jours.

ARTICLE 15. Compensation pour la collecte et l'élimination des matières résiduelles

15.1. Qu'une compensation annuelle soit imposée et prélevée par unité de logement, unité d'habitation ou ICI pour pourvoir au paiement des dépenses relatives à la collecte et à l'élimination des matières résiduelles, notamment l'enlèvement, le transport et la disposition des déchets solides, la collecte sélective et les résidus organiques, comme figurant dans les tableaux VI et VII.

Tableau VI
Compensation annuelle pour la collecte des matières résiduelles
Classes résidentielles

Description	Classes (par logement)		
	1	2	3
Matières résiduelles par la Ville (1 bac)	✓		
Matières résiduelles par contrat privé (avec entente avec la Ville)		✓	✓
Recyclage	✓	✓	✓
Résidus alimentaires	✓	✓	
Collectes de résidus verts et d'automne	✓	✓	✓
Tarif :	252 \$	153 \$	92 \$

Tableau VII
Compensation annuelle pour la collecte des matières résiduelles
Classes commerciales

Classes commerciales (par unité)		
Classe	Description	Tarif
Commercial 1	Matières résiduelles par contrat privé	92 \$
Commercial 2	Matières résiduelles par la Ville (1 bac)	191 \$
Commercial 3	Matières résiduelles par la Ville (2 bacs)	381 \$
Commercial 4	Matières résiduelles par la Ville (3 bacs)	572 \$
Commercial 5	Matières résiduelles par la Ville (4 bacs pour les ordures ménagères ou un conteneur fourni par l'entrepreneur selon les dispositions du contrat de la Ville).	763 \$

15.2. Le propriétaire de l'immeuble qui a un contrat avec une entreprise privée pour la collecte des matières résiduelles doit transmettre une copie du contrat au Service de l'urbanisme et de l'environnement de la Ville. Il doit faire un suivi en fonction de la durée du contrat afin de s'assurer que le contrat est toujours en vigueur. Dans l'éventualité où le contrat n'est pas fourni, l'immeuble sera tarifé comme s'il recevait les services municipaux complets pour la collecte des matières résiduelles.

15.3. Dans l'éventualité où un nouveau bac pour la collecte sélective, la collecte des déchets solides ou la collecte des résidus organiques est fourni, les tarifs unitaires ci-dessous seront facturés :

Tableau VIII
Tarifcation des bacs

Type de bacs	Tarifs
Bac roulant de 360 litres pour la collecte de déchets solides	92 \$
Bac roulant de 240 litres pour la collecte de déchets solides	80 \$
Bac roulant de 360 litres pour la collecte sélective	92 \$
Bac roulant de 240 litres pour la collecte des résidus organiques	64 \$
Bac roulant de 45 litres pour la collecte des résidus organiques	35 \$
Bac de comptoir pour la collecte des résidus organiques	4 \$
Bac de comptoir et 5 sacs de papier pour la collecte des résidus organiques	10 \$
Bac roulant de 45 litres, bacs de comptoir et 5 sacs de papier pour la collecte des résidus organiques	45 \$

ARTICLE 16. Compensation pour la fourniture de l'eau, le traitement des eaux usées et la collecte et l'élimination des matières résiduelles pour les logements intergénérationnels

16.1. Le logement intergénérationnel est considéré comme une unité de logement. Toutefois, la compensation pour la fourniture de l'eau et la compensation pour le traitement des eaux usées sont réduites de 50 % pour le logement intergénérationnel. Si le logement intergénérationnel utilise les mêmes contenants pour les matières résiduelles et pour les résidus alimentaires que le logement principal, aucune compensation pour la collecte et l'élimination des matières résiduelles ne sera exigée pour le logement intergénérationnel.

16.2. Le propriétaire d'un bâtiment de type intergénérationnel doit s'inscrire annuellement auprès du Service de l'urbanisme et de l'environnement de la Ville afin de maintenir son privilège.

ARTICLE 17. Compensation pour la fourniture de l'eau, le traitement des eaux usées et la collecte des matières résiduelles pour le commerce situé dans une résidence unifamiliale isolée

17.1. Dans l'éventualité où une résidence unifamiliale isolée comporte seulement une activité commerciale autorisée dont le pourcentage de la valeur non résidentielle sur la valeur totale est moindre que 15 % (classes 1A à 4), les compensations exigibles qui se rapportent au commerce sont les suivantes :

- a) Les tarifs relatifs à la compensation pour la fourniture de l'eau et pour le traitement des eaux usées sont ceux prévus à la CLASSE 2 des tableaux III et IV.
- b) Les tarifs relatifs à la compensation pour la collecte et l'élimination des matières résiduelles s'appliquent selon la classe représentant la situation. Toutefois, si le commerce utilise les mêmes contenants pour la collecte et l'élimination des matières résiduelles que la résidence, aucune compensation pour les matières résiduelles domestiques ne sera exigée pour le commerce.

ARTICLE 18. Clauses diverses

18.1. Rôle de perception

Le directeur des finances et trésorier de la Ville est autorisé, dès l'entrée en vigueur du présent règlement, à préparer un rôle général de perception et à transmettre aux personnes inscrites à ce rôle une demande de paiement, conformément à la loi.

18.2. Compte de taxes foncières et autres compensations

Dans les 60 jours qui suivent l'avis du dépôt du rôle de perception, le directeur des finances et trésorier de la Ville transmet par la poste, à toute personne inscrite à ce rôle, une demande de paiement des taxes, tarifications et compensations.

Ces taxes, tarifications et compensations seront payables dans les 30 jours de la mise à la poste de cette demande de paiement.

Le paiement des taxes générales, spéciales et de toutes tarifications et compensations prévues par le présent règlement se fait en quatre versements selon l'échéancier suivant :

1 ^{er} versement :	2022-02-14
2 ^e versement :	2022-04-14
3 ^e versement :	2022-06-14
4 ^e versement :	2022-09-14

Les 2^e, 3^e et 4^e versements ne portent intérêt qu'à la date de leur échéance.

18.3. Paiement par débit préautorisé

Le paiement des taxes générales, spéciales et de toutes tarifications et compensations prévues par le présent règlement se fait conformément à l'article 18.2. Toutefois, le contribuable peut choisir d'adhérer au paiement par débit préautorisé en remplissant le formulaire disponible au Service des finances et de la trésorerie de la Ville. Des intérêts seront calculés sur le solde du versement échu.

Les dates de paiement par débit préautorisé sont :

1 ^{er} paiement :	2022-02-25	6 ^e paiement :	2022-07-25
2 ^e paiement :	2022-03-25	7 ^e paiement :	2022-08-25
3 ^e paiement :	2022-04-25	8 ^e paiement :	2022-09-25
4 ^e paiement :	2022-05-25	9 ^e paiement :	2022-10-25
5 ^e paiement :	2022-06-25	10 ^e paiement :	2022-11-25

18.4. Intérêts

Tous les comptes en souffrance après échéance porteront intérêt au taux de **11 %** par année.

Une pénalité sera ajoutée au montant des taxes municipales exigible. La pénalité est de **0,5 %** du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence de **5 %** par année.

Dans le cas où des crédits doivent être remboursés par la Ville, aucun intérêt ne sera versé.

18.5. Compte inférieur à 300 \$

Lorsque le montant total d'un compte est inférieur à 300 \$, le propriétaire ou le payeur de taxes ne pourra bénéficier de la possibilité de payer en quatre versements comme le prévoit le *Règlement sur le paiement des taxes foncières municipales en plusieurs versements* (RLRQ, c. F-2.1, r. 9).

18.6. Compte complémentaire

Tout compte complémentaire émis au cours de l'année suivant une ou des modifications apportées au rôle d'évaluation sera exigible dans les 30 jours de sa mise à la poste, et ce, si le montant de ce compte n'excède pas 300 \$. À défaut de quoi, il sera payable en quatre versements égaux de la manière suivante :

- a) Le 1^{er} versement est exigible le 30^e jour qui suit l'expédition du compte;
- b) Le 2^e versement est exigible le 60^e jour suivant la date d'exigibilité du premier versement;
- c) Le 3^e versement est exigible le 61^e jour suivant la date d'exigibilité du deuxième versement;
- d) Le 4^e versement est exigible le 92^e jour suivant la date d'exigibilité du troisième versement.

ARTICLE 19. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

(Original signé)

PIERRE SÉGUIN
MAIRE

(Original signé)

ZOË LAFRANCE
DIRECTRICE DES AFFAIRES
JURIDIQUES ET GREFFIÈRE

ADOPTÉ À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE L'ÎLE-PERROT TENUE LE 14 DÉCEMBRE 2021